
Maria de Lurdes HENRIQUES, *Olhares Cruzados entre Arquivistas e Historiadores, Mesas-Redondas na Torre do Tombo*

Lisbonne, Instituto dos Arquivos Nacionais/Torre do Tombo, 2004, 176 p.

Daniel Lacerda

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/lusotopie/194>

ISSN : 1768-3084

Éditeur :

Association des chercheurs de la revue Lusotopie, Brill, Karthala

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2009

Pagination : 258-260

ISSN : 1257-0273

Référence électronique

Daniel Lacerda, « Maria de Lurdes HENRIQUES, *Olhares Cruzados entre Arquivistas e Historiadores, Mesas-Redondas na Torre do Tombo* », *Lusotopie* [En ligne], XVI(2) | 2009, mis en ligne le 08 octobre 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lusotopie/194>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Tous droits réservés

Maria de Lurdes HENRIQUES, *Olhares Cruzados entre Arquivistas e Historiadores, Mesas-Redondas na Torre do Tombo*

Lisbonne, Instituto dos Arquivos Nacionais/Torre do Tombo, 2004, 176 p.

Daniel Lacerda

RÉFÉRENCE

Maria de Lurdes HENRIQUES, *Olhares Cruzados entre Arquivistas e Historiadores, Mesas-Redondas na Torre do Tombo*, Lisbonne, Instituto dos Arquivos Nacionais/Torre do Tombo, 2004, 176 p. ISBN : 972-8107-82-X.

- 1 Après la révolution du 25 avril 1974, les gouvernements démocratiques ont entrepris un programme important de création d'archives régionales (au niveau du district et des chefs-lieux des *concelhos*) ainsi que le traitement des documents des archives nationales, qui étaient scandaleusement délaissés sous le gouvernement dictatorial qui craignait l'arme du savoir. Le développement de la vie universitaire a donné lieu à un nombre accru de préparation de diplômes qui font appel aux archives, même si la faible fréquentation de celles-ci nous surprend. Ce programme a été prolongé par la création de bibliothèques publiques d'accès direct – qui portent leurs fruits – dans les principales villes dotées d'enseignement de niveau moyen et d'instituts d'enseignement professionnel. Toutefois la compression des budgets gouvernementaux de ces dernières années, en réduisant les investissements publics, a rétréci la dimension de ces actions, laissant les chercheurs dans l'incapacité de mener à bien leurs travaux. Cette publication rend compte de ce bouillonnement d'idées autour de la documentation. Car la fin de la dictature a donné lieu au traitement d'importantes collections de documents de ce demi-siècle (1926-1974) vécu

sous la contrainte de la police politique (Pide), elle-même laissant un fond d'importance capitale, dans la mesure où un régime secret valorise le document écrit.

- 2 Sous ce titre sont réunis les travaux échangés au cours de plusieurs tables rondes réalisées entre 2001 et 2003, par des archivistes et des historiens portugais. Les contributions ont été assemblées autour de quatre grands thèmes : les archives policières – les plus nombreuses comprenant deux chapitres et neuf articles – les archives judiciaires en rapport avec l'histoire sociale, celles concernant la généalogie et l'histoire de la famille, et le dernier regroupant des communications relatives à la documentation touchant les personnalités politiques. La première partie est en totalité consacrée aux archives de la Pide-DGS – incluant les polices secrètes qui l'ont précédée sous une désignation différente, mais uniquement pendant le régime de Salazar –, après avoir été incorporée dans la Torre do Tombo en 1991 à l'abri de la loi n° 4/91 du 17 janvier. Il faut signaler le mauvais état de conservation des documents stockés à l'ancienne prison de Caxias ainsi que leur désorganisation mais, plus grave encore, la confirmation de la disparition de volumes importants de ce fond. La communication de la documentaliste, qui a participé aux travaux de classement, Cristina Ribeiro, confirme que les agents de la police ont effectué des destructions au cours des deux jours pendant lesquels ils sont restés aux sièges de leurs organismes après le renversement du gouvernement de Marcelo Caetano sans être inquiétés, et affirme que « les disparitions effectuées entre 1974 et 1990 » sont identifiées par les références des archives qui ne correspondent pas au contenu des fichiers. En plus des documents de la Pide, ce fonds regroupe aussi les fonds de la Legião portuguesa ainsi que de la Mocidade portuguesa, auxquels s'ajoutent ceux de la police portugaise, qui exécutait des missions réclamées par la Pide. L'historienne Fátima Patriarca attire l'attention vers la précaution à observer envers le caractère limitatif du fond concernant des thèmes précis ainsi qu'à l'unilatéralité de l'angle d'observation des producteurs des documents. Elle souligne l'importance du guide élaboré par la Comissão do Livro Negro sobre o Regime Fascista et évoque le classement des réservés que d'autres appellent expurgation, qui sont des documents interdits à la consultation à l'abri d'une loi qui protège les informateurs clandestins, décision qui a suscité de légitimes incompréhensions. Maria de Lurdes Henriques a commenté cette opération, mais personne ne connaît concrètement la procédure suivie par les archivistes. Moisés Silva Fernandes de l'Instituto de Ciências Sociais accorde aussi une grande importance à cette question, faisant appel à une autre solution. Son intervention (p. 59-62) sur les fonds concernant Timor – la police politique y a créé une sub-délégation à la suite des événements de contestation à Dili en 1959 – fait un bilan général de l'accès aux différentes archives de Lisbonne dépositaires de documents sur l'histoire de l'actuel Timor Leste.
- 3 Irene F. Pimentel, qui vient de publier une histoire de la Pide et une étude sur le mouvement salazariste de la Jeunesse, a donné à ce recueil une des contributions les plus riches, en caractérisant l'arbitraire de cette police qui avait le pouvoir d'élaborer l'instruction des procès et dont les tribunaux spéciaux, par l'application de mesures de sécurité, pouvait prolonger éternellement l'emprisonnement des militants antigouvernementaux. Citant le cas de Christopher Browning, qui a travaillé sur la police allemande, l'historienne a cru utile d'affirmer l'avantage de ne pas étudier ces agents secrets avec des préjugés, soit celui de la démonisation.
- 4 Un deuxième panel relatif aux mêmes archives englobe quatre interventions à propos des activités des nationalistes des anciennes colonies, le régime ayant installé des délégations

de la Pide en Angola, au Mozambique, au Cap-Vert, São Tomé e Príncipe et Macao. Edmundo Rocha, historien angolais, donne un aperçu vigoureux de l'importance du fonds pour l'étude du mouvement insurrectionnel angolais. Il souligne les rapports les plus riches ainsi que des lacunes empêchant de couvrir certains événements, mais met en relief la fréquente existence de traîtres parmi les délégations des nationalistes qui envoyaient leurs comptes rendus à la police ennemie.

- 5 La Table ronde qui a pris pour sujet les archives de la justice a consisté en un échange entre historiens qui les ont utilisés et des archivistes de Porto, Coimbra et de la Torre do Tombo (Lisbonne). Ceux-ci décrivent le contenu diversifié de documents extrêmement nombreux accumulés dans des kilomètres de tiroirs de ces trois grands centres de classement et conservation. Le thème de la famille, soit du point de vue de la généalogie que de la biographie de personnalités, connaît également une recrudescence dans le pays. Six communications y sont incluses comprenant l'étude des généalogies depuis le Moyen-Âge (par Luís F. Marques da Gama), les archives paroissiales (registres de naissance, de mariage et de décès) et les fonds ecclésiastiques. Le dernier chapitre regroupe encore six communications à propos des archives de personnalités politiques, dont trois englobant des réflexions de méthodologie comme la contribution de Maria Filomena Mónica, et trois autres à propos de personnalités politiques du XIX^e siècle (Passos Manuel et J. Luciano de Castro) et de l'infortuné disciple du dictateur, Marcelo Caetano, qui les a regroupées dans son exil forcé au Brésil (celui-ci exposé par António Frazão).
- 6 Le naturel engouement que l'étude de l'histoire du pays connaît depuis que le contrôle du savoir n'est plus un objectif du pouvoir central et que les études universitaires se sont développées, trouve dans ces réflexions et ces études sur le matériel de base de l'historien une contrepartie à sa hauteur. Une deuxième étape, comportant une indexation rapide et approfondie des documents, de façon à les rendre plus facilement consultables, semble plus compromise par les restrictions budgétaires. La contribution apportée par les initiatives d'organisation et de réflexion réunies en ce volume témoigne d'une préoccupation louable de nos techniciens de l'archivistique que nous rapprochons de celle de l'histoire du livre que nous pouvons apprécier à travers les publications de la Bibliothèque nationale du Portugal, ancienne bibliothèque nationale de Lisbonne.

Mars 2009